

UNE CRÈCHE GRATUITE ET PUBLIQUE

L'absence de crèches gratuites et de véritable système d'aide sociale dans les universités pénalisent les étudiant-e-s parents. En effet, ils/elles sont rares à trouver des places dans les crèches municipales, et à avoir les moyens de faire garder leurs enfants. Cela a pour conséquence échecs scolaires et abandons d'études, particulièrement pour les étudiant-e-s issu-e-s des classes populaires et pour les femmes (études menées par l'OVE).

Ainsi l'AGET-FSE et SUD Étudiant, revendiquant des conditions d'étude égales pour tou-te-s les étudiant-e-s, et ce quels que soient leur sexe

et leur classe sociale,

Depuis des années, les présidences successives de l'Université du Mirail essaient de nous faire croire que le projet avance dès qu'une mobilisation voit le jour, mais l'abandonne une fois notre rapport de force perdu. La grève de 2009 avait permis de remettre le dossier dans les priorités. Depuis, le projet est en stand-by. Aucune information n'est transmise quand à la place d'une crèche dans la refonte de l'université. **Cette situation est inacceptable, nous exigeons des garantis quand à la place d'une crèche gratuite et ouverte à tout-e-s dans l'université !**

Contre la Cogestion !

Les 27 et 28 mars prochain, vous allez élire les «représentant-e-s» étudiant-e-s dans les conseils centraux.

Dans les faits, ces conseils n'ont qu'un pouvoir très limité, agissant dans le cadre étroit des maigres financements octroyés par l'État. Par conséquent, les membres de ces conseils se retrouvent à gérer la misère.

Ensuite, ces conseils ne sont que les chambres d'enregistrement des projets élaborés par l'administration. De plus, la représentation étudiante y est plus que minime: en réalité les élu-e-s étudiant-e-s n'ont que peu d'influence. L'aspect non démocratique de ces conseils est aujourd'hui renforcé par la mise en place de la LRU (plus de pouvoirs au président et baisse du nombre d'élu-e-s étudiant-e-s...).

A la différence de certains syndicats, qui cassent les luttes sociales en allant négocier, nous pensons que ce qu'ils obtiennent par la cogestion ne représente que des miettes consenties par les gouvernements pour faire taire les mouvements sociaux.

Pourquoi on se présente ?

- Pour y récolter les informations relatives à l'application des réformes afin d'anticiper la dégradation de nos conditions d'études et d'organiser la riposte.

- Pour y être le relais des luttes étudiantes.

- Pour obtenir l'argent nécessaire à notre activité militante: tirer des tracts et des affiches, organiser des campagnes d'information et de mobilisation pour améliorer nos conditions de vie et d'étude.

Pourquoi une liste SUD Étudiant / AGET-FSE ?

Étant d'accord sur notre vision du syndicalisme de lutte (mise en place d'une solidarité au quotidien et d'actions collectives) et la démarche vis à vis des élections étudiantes, nous avons jugé nécessaire de présenter une **liste commune** afin d'éviter la dispersion.

De plus, dans l'optique d'une **fusion entre nos deux syndicats**, nécessaire à la mise en place d'un rapport de force nous permettant d'imposer nos revendications, nos deux structures travaillent désormais main dans la main.

Elections aux Conseils centraux

Sud
Solidaires Unitaires Démocratiques
étudiant

**CONTRE LA SÉLECTION SOCIALE
POUR UNE UNIVERSITÉ CRITIQUE,
PUBLIQUE ET GRATUITE
VOTEZ SUD ETUDIANT/ AGET-FSE**

AGET
FSE
Fédération Syndicale Etudiante

Les mardi 27 et mercredi 28 mars 2012, vous allez élire les «représentant-e-s» étudiant-e-s dans les conseils centraux (Conseil d'Administration, Conseil des Etudes et de la Vie Universitaire, Conseil scientifique).

Non à la privatisation des universités

Non à la sélection sociale

**Arrêt des projets IDEX et
des Grands établissements**

**Pour une université publique, gratuite, laïque,
critique et ouverte à tous et toutes**

Titularisation de tous-tes les enseignant-e-s et personnels précaires

**Égalité étudiant-e-s français-e-s et étrangers-eres
Une carte étudiante = une carte de séjour**

**Pour un réengagement financier
de l'État dans l'enseignement supérieur**

**Retrait des réformes LRU,
Plan «Nouvelle licence» et Masterisation,**

**Maintien du cadre
national des diplômes**

Les 27 et 28 mars 2012

**SOUTENEZ LE SYNDICALISME DE LUTTE !
VOTEZ ET FAITES VOTER**

Sud
Solidaires Unitaires Démocratiques
étudiant

AGET
FSE
Fédération Syndicale Etudiante

PRIVATISATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Les gouvernements successifs n'ont cessé de casser le service public de l'enseignement supérieur. Cette politique de privatisation nationale s'inscrit dans un contexte européen. Sous couvert de la lutte contre le chômage, les contre-réformes se succèdent à l'université. Or, ce n'est pas l'université qui produit le chômage mais le système capitaliste lui-même, qui en voulant faire baisser les coûts de production, détruit l'emploi. Sous prétexte de lutte contre le chômage, les intérêts patronaux s'imposent dans l'enseignement supérieur (professionnalisation).

La loi LRU renforce les inégalités sociales et privilégie les filières rentables :

en accentuant la dépendance des universités à l'égard du patronat (augmentation de leurs représentants dans les conseils et financements privés. Par exemple, l'université du Mirail loue des salles à des banques), en précarisant toujours plus les personnels, en permettant la sélection à l'entrée des facs.

Le processus de privatisation de l'enseignement passe par des réformes structurelles: mise en concurrence des facs (LMD-ECTS), main mise du patronat sur les cursus universitaires (casse du cadre national des diplômes et donc des conventions collectives qui leur sont attachées sur le marché du travail). L'état n'investissant plus autant dans les universités, celles-ci doivent trouver à se financer. Or nous constatons que dans toutes les universités privatisées du monde, les frais d'inscription sont tous exorbitants, ce qui aggrave la sélection sociale (par exemple, l'université Paris-Dauphine les a, pour certains master, augmenté de 231 euros à 4 000 euros par an).

Cette logique touché en particulier les étudiant-e-s issu-e-s des classes populaires. **Un-e étudiant-e sur deux travaille** mais l'Université ne prend pas en compte les contrats de travail lors de l'inscription pédagogique. La mise en place récente de la seconde session d'examen seulement quinze jours après l'annonce des résultats ne fait que diminuer les chances de réussite au rattrapage, discriminant de fait les étudiant-e-s précaires. La prévalence du contrôle continu sur le contrôle terminal s'avère, de la même manière défavorisante pour les étudiant-e-s salarié-e-s.

De surcroît, le plan « Réussir en Licence » continue la destruction des droits étudiants : sélection entre L3 et M1, sélection à l'entrée, accentuation de la professionnalisation (stages obligatoires en 3ème année). S'ajoute pour la rentrée de septembre 2012 la « nouvelle licence », qui prévoit **l'augmentation des volumes horaires** dans les filières, sans augmentation des postes. Cette réforme concrétise le désengagement financier de l'Etat provoquant ainsi la dégradation croissante de nos conditions d'études.

De plus, la réforme de la Masterisation vise la destruction totale de la formation des enseignant-e-s. D'abord le niveau des concours de recrutement passe de Bac +3 à Bac +5 : l'étudiant-e devra obligatoirement être inscrit en M2 « Métiers de l'enseignement et de la formation ». La première conséquence est donc une sélection sociale accrue. Ensuite, l'année de formation rémunérée qui suivait le concours est supprimée, intégrée au cursus de l'année de M2. Les IUFM (dont la fonction initiale est déjà fortement remise en cause) seront supprimés et « absorbés » par les universités qui présentent des formations en fonction de leurs moyens. **Les stages réalisés pendant cette année de Master ne sont pas rémunérés.** L'objectif est donc clair : faire des économies au détriment de la qualité des formations, accentuer la sélection sociale et les inégalités, organiser la casse du cadre national des diplômes !

Dans la droite ligne de cette politique, la présidence accentue les initiatives sécuritaires et de sélection sociale avec le nouveau bâtiment flambant neuf de LEA. Les profs doivent maintenant pointer pour accéder à leurs salles de cours, augmentant ainsi la logique d'entreprise. Sans compter les moyens extravagants alloués à cette filière au détriment de toutes les autres, moins rentables pour les entreprises. Il n'y a qu'à comparer le nombre de postes informatiques situés dans le bâtiment de LEA et dans la bibliothèque universitaire central pour voir où se situe la priorité de l'administration.

Nous revendiquons pour notre part une Université publique, gratuite, ouverte à toutes et tous.



TOUS ET TOUTES UNI-E-S CONTRE LA REPRESSION

La répression est l'arme des gouvernants pour casser les luttes et garder le contrôle sur la population. Dans le milieu universitaire comme ailleurs elle nous touche de plein fouet. En effet en 2009 lors du mouvement contre la LRU, 7 étudiant-e-s de la fac du mirail ont été inculpé-e-s pour dégradation et vol de denrées alimentaires. Ces inculpations faisaient suite à un mouvement de 5 mois pendant lequel ont été votés les envahissements du bâtiment de la présidence et de la maison de la recherche. C'est ainsi que 7 étudiant-e-s ont été condamné-e-s pour de faux prétextes à des peines de 2 à 8 mois de prison avec sursis et 24000 euros d'amendes. Ces étudiant-e-s ont fait appel de la décision. Le nouveau procès se tiendra le 2 mai prochain. **La direction de l'université tente de briser par la répression tout mouvement contestataire sur notre université mais ne nous les laisserons pas vaincre. Face à la répression la solidarité est notre arme !**

Les IDEX (Initiatives d'Excellence) ont commencé à être mises en place en 2010 dans le cadre du Grand Emprunt, qui comprend également les LABEX (laboratoires d'excellents), les EQUIPEX (équipements d'excellents), et le Plan Campus. Le 3 février, le gouvernement a annoncé les 5 nouveaux IDEX retenus. Celui de Toulouse en fait partie. Il se nomme UNITI (Université Toulouse IDEX) et englobe l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur et de recherche de la région, dont l'Institut catholique de la région, **à la fusion des universités de Toulouse, qui doit aboutir en 2018.**

Cette fusion va se traduire par un renforcement des inégalités entre disciplines et entre étudiant-e-s, la notation de « périmètre d'excellence » **aboutissant à privilégier une minorité de filières d'élite**, hors de prix pour la majorité d'entre nous, réduites à suivre des formations ordinaires au rabais. Ajoutons qu'un conseil unique qui doit remplacer à termes toutes les instances de chaque établissement se compose d'une **majorité de personnalités extérieures issues de monde économique**, dans une logique d'adaptation des cursus à une logique marchande et patronale. La multiplication des partenariats public-privé (PPP) va aussi dans ce sens. La dimension critique et émancipatrice du savoir, déjà bien attaquée par la LRU et les récentes réformes, est donc vouée à disparaître totalement.



**NON AUX IDEX
NON A LA FUSION DES UNIVERSITES
DE TOULOUSE**

